



CONCOURS EXTERNE D'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

SESSION 2013

Epreuve de langue vivante étrangère

consistant en une version et un thème (chacun de 3000 à 3300 signes maximum)
et une composition écrite en langue étrangère portant sur une question posée se rapportant
aux sujets abordés dans les textes proposés à la traduction,
destinée à apprécier la capacité du candidat à exprimer une position critique,
structurée et argumentée sur les sujets abordés dans les textes proposés à la traduction

Langue : ESPAGNOL

EPREUVE N° 39

Durée : 5 h
Coefficient : 2

S U J E T

... / ...

NOTA :

- 2 points seront retirés au total de la note sur 20 si la copie contient plus de 10 fautes d'orthographe ou de syntaxe.
- Les candidat(e)s ne doivent porter aucun signe distinctif sur les copies
- Les épreuves sont d'une durée limitée. Aucun brouillon ne sera accepté, la gestion du temps faisant partie intégrante des épreuves.

VERSION (6 points)

Ofensiva del Mercosur contra Washington: discursos de tono antiimperialista con cierta nostalgia setentista.

Los presidentes socios del Mercosur firmaron ayer un documento en el que exigieron a Estados Unidos que explique los alcances del espionaje que el gobierno norteamericano habría realizado en varios países de América latina, como denunció el ex contratista de la CIA, Edward Snowden. No sólo esto: anunciaron que llevarán este reclamo al Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, y reforzaron la decisión de defender el derecho de asilo que podrían darle al espía norteamericano, hoy en la zona de tránsito del aeropuerto de Moscú.

La llegada de Evo Morales a Montevideo para participar de la cumbre del Mercosur le dio al encuentro un impacto político internacional. Los jefes de Estado del bloque regional sumaron otro documento en el que calificaron de « actitud colonialista » la decisión de Francia, España, Italia y Portugal de impedirle el paso al avión del presidente de Bolivia.

Bien temprano empezaron las deliberaciones y, con el tono campechano que lo caracteriza, el presidente uruguayo José Mujica abrió el debate para discutir el caso de espionaje de Estados Unidos. Los presidentes y varias delegaciones invitadas escucharon el relato que hizo Morales sobre su periplo en Europa. « ¿Se imaginan qué hubiera ocurrido si Austria no me daba el aterrizaje ? », les preguntó Morales a sus pares con tono desesperado. Todos oían perplejos cuando contó que, en su regreso de Moscú, se enteró en medio del vuelo que no lo dejaban sobrevolar Italia, Portugal y Francia. « Estoy convencido de que detrás de eso estaba Estados Unidos y de que todo este espionaje internacional es para dominarnos », agregó el presidente boliviano.

Lo que llegó después fue una avalancha de discursos antiimperialistas. El presidente de Venezuela, Nicolás Maduro, que ayer asumió la presidencia del Mercosur utilizó un lenguaje propio del chavismo para atacar a Washington y repudiar el espionaje. En el mismo tono, Cristina Kirchner se solidarizó con Morales al expresar que « hay nuevas formas de colonialismo, más sutiles que hace dos siglos, y todavía hay gente que quiere vernos desunidos ». La presidenta de Brasil, Dilma Rousseff, también se sumó a los reclamos y añadió: « Todos merecemos los esclarecimientos que estamos pidiendo. Es el deber de todo Estado el proteger a sus ciudadanos ».

Luego de más de tres largas horas de deliberaciones, los presidentes emitieron varios documentos vinculados al caso Snowden y a sus consecuencias. En uno de ellos exigieron promover una gestión conjunta de los dirigentes del Mercosur ante el secretario general de la ONU para informar sobre los hechos de espionaje denunciados y solicitaron mecanismos de prevención y sanción a nivel multilateral. También se planteó llevar estos pedidos a la Asamblea General de la ONU.

El documento que vislumbra un eventual asilo para Snowden en América latina no lleva nombre y apellido. Pero está claro que esa resolución fue dirigida a su caso. Allí se pide « destacar el compromiso histórico de todos los países latinoamericanos con el derecho de asilo » y se plantea « reafirmar el derecho inalienable de todo Estado de conceder asilo ».

Martín Dinatale, LA NACIÓN, Buenos Aires, Sábado 13 de julio de 2013

L'Europe doit protéger Snowden

Le 12 octobre 2012, l'Union européenne recevait le prix Nobel de la paix pour « sa contribution à la promotion de la paix, la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme ». Elle doit se montrer à la hauteur et démontrer sa volonté de défendre la liberté de l'information malgré les craintes de pressions politiques de son « meilleur allié », les Etats-Unis.

Edward Snowden, le jeune Américain qui a révélé le dispositif de surveillance mondial Prism, a demandé l'asile à une vingtaine de pays. Les Etats de l'Union européenne, et au premier chef la France et l'Allemagne, doivent lui réserver le meilleur accueil. Car si les Etats-Unis demeurent l'un des pays du monde qui portent au plus haut l'idéal de la liberté d'expression, leur attitude à l'égard des « lanceurs d'alerte » n'est pas digne du 1er amendement de leur Constitution.

Les lanceurs d'alerte sont définis comme « des individus qui communiquent des informations confidentielles ou secrètes, malgré leur obligation, officielle ou autre, de préserver la confidentialité ou le secret ». A l'exception des amateurs de chasse à l'homme, qui l'accusent d'être un traître à la nation, et des sophistes, qui emmêlent le débat dans des arguties juridiques, qui peut sérieusement contester à Edward Snowden sa qualité de lanceur d'alerte ? L'ancien informaticien a permis à la presse internationale – *Washington Post*, *Guardian* et *Spiegel* – de mettre au jour un système de surveillance visant des dizaines de millions de citoyens.

Dans un rapport du 3 juin, Frank La Rue, rapporteur spécial des Nations Unies pour la liberté d'expression, estimait que « la protection de la vie privée est un corollaire nécessaire à la liberté d'expression et d'opinion ».

Quand les sources des journalistes sont compromises (cas de l'agence Associated Press), quand les Etats-Unis abusent de l'« *Espionage Act* » (ce texte de 1917 a été employé six fois sous la présidence de Barack Obama), quand WikiLeaks est bâillonné par un blocus financier, quand les collaborateurs et amis de Julian Assange ne peuvent plus franchir une frontière américaine sans subir la fouille intégrale, ce n'est plus seulement la démocratie américaine qui est en péril. C'est l'exemple démocratique de Thomas Jefferson et Benjamin Franklin qui se trouve vidé de sa substance.

Au nom de quoi les Etats-Unis s'exonéreraient-ils de respecter les principes qu'ils exigent de voir appliquer ailleurs ? Les institutions garantes de la démocratie américaine doivent jouer leur rôle de contre-pouvoir face à l'exécutif et à ses abus. Le système des *checks and balances*, « équilibre des pouvoirs », n'est pas seulement un slogan pour les lecteurs de Tocqueville et Montesquieu. Les membres du Congrès doivent endiguer au plus vite les terribles dérives du « *Patriot Act* » (loi antiterroriste adoptée après le 11 Septembre) en reconnaissant la légitimité de ces hommes et ces femmes qui tirent la sonnette d'alarme. Le « *Whistleblower Protection Act* » (loi de protection des lanceurs d'alerte) doit être amendé pour assurer une protection efficace à ceux qui agissent dans l'intérêt légitime du public, qui n'a rien à voir avec les intérêts nationaux immédiats interprétés par les services de renseignement.

Julian Assange, LE MONDE, 03/07/2013

COMPOSITION ÉCRITE (8 points)

¿En qué medida el caso Snowden reactiva tensiones diplomáticas internacionales ? Usted disertará sobre el alcance de este caso; sus implicancias económicas e ideológicas, y sus repercusiones políticas, especialmente en América latina.